



SAUVEGARDE DE L'ENFANT, DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES

Association Loi 1901

9 bis, avenue Jean Jaurès
78000 VERSAILLES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Le 4 juin 2024



SAUVEGARDE DE L'ENFANT, DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Aux Membres,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de de l'Association SAUVEGARDE DE L'ENFANT, DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des Articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

BDO IDF

Société d'Expertise comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région Paris-Ile-de-France
Société de Commissariat aux Comptes inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes rattachée à la CRCC de Versailles et du Centre
RCS 307 571 000 Versailles - Siret 307 571 000 00057 - Code APE 6920 Z
SAS au capital de 5 365 000 euros - TVA intracommunautaire FR27307571000

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier de l'Association et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de votre Association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Versailles, le 4 juin 2024.

BDO IDF
Représentée par



Philippe BENECH

et



Cora DENIS

Commissaires aux Comptes

Membres de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

1. ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2023

1.1.Le Bilan de l'Association au 31 décembre 2023

A C T I F		2023			2022
		Montant Brut	Amort. et prov.	Montant Net	Montant Net
Actif Immobilisé					
Immobilisations Incorporelles					
Frais d'établissement					
Autres Immobilisations incorporelles		1 012 103	693 639	318 464	40 400
Immobilisations Incorporelles en cours		320 491		320 491	347 639
Immobilisations Corporelles					
Terrains		1 456 738	291 462	1 165 276	1 218 910
Constructions		23 276 155	11 559 796	11 716 359	10 086 894
Installations techniques, matériel et outillage		430 838	301 911	128 927	126 504
Autres Immobilisations Corporelles		13 376 193	9 223 206	4 152 987	3 971 996
Immobilisations Corporelles en cours		798 841		798 841	2 818 644
Avances et acomptes sur immobilisations		70 039		70 039	167 774
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations Financières					
Participations et créances rattachées à des participations		1 019 310		1 019 310	499 310
Autres titres immobilisés		11 042 030	7 524	11 034 506	4 690 383
Prêts		555 172		555 172	430 847
Autres Immobilisations financières		351 866		351 866	311 916
TOTAL I		53 709 775	22 077 538	31 632 237	24 711 218
Actif circulant					
Stocks et en-cours		182		182	364
Avances et acomptes versés sur commande		64 606		64 606	21 799
Créances					
Créances redevables et comptes rattachés		3 933 287	392 765	3 540 522	3 355 225
Créances reçues par legs ou donations		619 637		619 637	429 266
Autres créances		6 353 166		6 353 166	7 398 395
Valeurs mobilières de placement		314 340		314 340	2 306 746
Disponibilités		6 397 925		6 397 925	11 463 152
Charges constatées d'avance		223 733		223 733	326 591
TOTAL II		17 906 876	392 765	17 514 111	25 301 537
Charges à répartir sur plusieurs exercices		TOTAL III			
Primes de remboursement des obligations		TOTAL IV			
Ecart de conversion (actif)		TOTAL V			
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+)		71 616 652	22 470 303	49 146 349	50 012 755

P A S S I F	2023	2022
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	5 481 244	5 481 244
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	3 416	3 416
Ecart de réévaluation	429 514	429 514
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	14 010 068	14 015 031
Autres réserves	2 483 499	2 721 351
Report à nouveau		
RAN associatif	-822 953	-189 170
RAN des activités sous gestion contrôlée par l'Autorité de Tarification	1 222 515	958 294
RAN constitué de charges dont la prise en compte par l'Autorité de Tarification est différée	-3 688 136	-4 120 225
RAN constitué de charges rejetées	732 482	732 482
Résultat de l'exercice	-14 197	-836 764
<i>Situation nette - sous total</i>	19 837 453	19 195 172
Autres fonds associatifs		
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	6 782 607	7 137 640
Provisions réglementées	2 626 896	2 603 749
<i>Sous Total</i>	9 409 503	9 741 388
TOTAL I	29 246 956	28 936 560
Provisions		
Provisions pour Risques	2 350 528	2 220 371
Provisions pour Charges	1 762 764	2 248 495
TOTAL II	4 113 293	4 468 865
Fonds reportés et dédiés		
Fonds dédiés	3 742 076	3 991 006
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
TOTAL III	3 742 076	3 991 006
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 878 568	2 017 842
Emprunts et dettes financières diverses	85 314	78 834
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	12 118	12 118
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 690 448	1 391 336
Dettes des legs ou donations		
Dettes sociales et fiscales	7 194 790	7 950 736
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	263 475	243 378
Autres dettes	161 574	67 066
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	757 737	855 014
TOTAL IV	12 044 024	12 616 324
Ecart de conversion (passif)	TOTAL V	
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	49 146 349	50 012 755

1.2. Le Compte de résultat de l'Association au 31 décembre 2023

PRODUITS	2023	2022
Produits d'exploitation		
Cotisations	1 175	1 345
Ventes de biens et services		
- ventes de biens		
- ventes de prestations de service	2 531 799	3 011 140
Production vendue		
- prestations de services		
- divers		
Production immobilisée	73 787	
Produits de tiers financeurs		
- concours publics et subventions d'exploitation	57 253 919	53 908 240
- Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
- ressources liées à la générosité du public	47 272	43 380
- contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 876 624	1 006 520
Utilisation des fonds dédiés	732 596	452 712
Autres produits	988 371	1 184 751
TOTAL I	63 505 544	59 608 088
Produits financiers		
De participations et des immobilisations financières	230 922	105
Revenus des valeurs mobilière de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers	82 485	19 751
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL II	313 407	19 856
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
- exercices antérieurs	379 201	185 213
- transferts de charges	251 618	403 486
Sur opérations en capital	1 068 947	419 262
Reprises sur provisions		
- reprises sur provisions réglementées : réserve de trésorerie		
- reprises sur provisions réglementées : réserve des plus-values nettes d'actif		
- reprises sur autres provisions		3 097
TOTAL III	1 699 766	1 011 058
TOTAL DES PRODUITS	65 518 717	60 639 003
RESULTAT DEBITEUR = Déficit	14 197	836 764
TOTAL GENERAL (I + II + III)	65 532 914	61 475 767

C H A R G E S	2023	2022
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats non stockés de matières et fournitures	2 655 575	2 166 049
Services extérieurs et autres	11 482 079	10 506 284
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
- sur rémunérations	3 048 345	2 834 087
- autres	178 045	162 101
Charges de personnel		
- salaires et traitements	29 109 253	26 411 894
- charges sociales	13 116 910	12 404 520
Dotations aux amortissements et provisions		
<i>Dotations aux amortissements :</i>		
- des immobilisations	2 104 402	2 170 978
<i>Dotations aux provisions :</i>		
- sur actif circulant	200 280	189 607
- pour risques et charges d'exploitation	1 315 276	1 842 674
Reports en fonds dédiés	452 565	1 106 295
Autres charges	918 901	1 216 497
TOTAL I	64 581 631	61 010 986
Charges financières		
Dotations aux amortissements et provisions		30 586
Intérêts et charges assimilés	45 395	33 096
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions valeurs mobil. de placement		
TOTAL II	45 395	63 682
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Exercice courant	11 845	44 057
Exercices antérieurs	179 823	292 109
Sur opérations en capital	550 037	11 078
Dotations aux amortissements et provisions		
- dotations aux provisions réglementées : réserve de trésorerie		
- dotations aux provisions réglementées : réserve des plus-valu	88 688	51 004
TOTAL III	830 394	398 249
Impôts sur les sociétés	75 494	2 850
TOTAL IV	75 494	2 850
TOTAL DES CHARGES	65 532 914	61 475 767
RESULTAT CREDITEUR = Excédent		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	65 532 914	61 475 767

2. ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

2.1.DESCRPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES ET DES MOYENS MIS EN OEUVRE

La Sauvegarde de l'Enfant, de l'Adolescent, et de l'Adulte en Yvelines (SEAY), est une association loi 1901 reconnue d'utilité publique, qui se mobilise depuis 1876, pour venir en soutien et en protection aux personnes en difficulté (enfants, adolescents et adultes). L'éducation, l'accès au logement, aux soins, à l'autonomie, à la culture, l'inclusion sociale et professionnelle sont ses priorités. Elle forme, par ailleurs, de nombreux professionnels et futurs professionnels aux métiers du secteur social et médico-social.

Chaque année la SEAY accompagne environ 6 000 personnes. Ses 36 établissements et services, sont répartis sur l'ensemble du territoire des Yvelines.

Sa volonté de prendre en compte la personne dans sa globalité et de co-construire avec elle un parcours sans rupture l'a conduit à se réorganiser par champ d'intervention en 2018 et à créer des fonctions transversales de coopération pour faciliter le décroisement des services, un langage commun et faciliter des réponses croisées, adaptées aux besoins.

2.2.REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.2.1. Faits marquants

- ✓ **Dernière année des CPOM CD & ARS** : L'année 2023 marque la dernière année des CPOM avec l'ARS et le Conseil Départemental. Les négociations pour le renouvellement se sont déroulées sur le 2^e semestre 2023. Le CPOM renouvelé pour la période 2024-2028 a été signé avec le Conseil Départemental des Yvelines le 24 janvier 2024 et avec l'ARS le 21 décembre 2023.
- ✓ **Coûts de fermeture FLM** : En octobre 2020, la Direction des Services du département des Yvelines et la Police Judiciaire de la Jeunesse du département des Yvelines ont procédé à la fermeture administrative de l'activité de l'internat du site de Buc dit « la Maison ». Les coûts de fermeture ont été intégralement pris en charge par le Conseil Départemental des Yvelines pour un montant total de 1 150 k€.
- ✓ **Prime de partage de la valeur** : La Sauvegarde des Yvelines a procédé au versement d'une Prime de Partage de la Valeur (PPV) dans les conditions prévues par la loi n° 2023-1107 du 29 novembre 2023. Cette prime a été versée sur 2 périodes au cours de l'exercice 2023 pour un montant total 590 k€.
- ✓ **Démarrage du DIPA et 1ere mise en service** : Le gestion informatique du Dossier de la Personne Accompagnée est confiée à l'éditeur TROIZAIRE, dont l'application NEMOWEB est progressivement déployée à la Sauvegarde des Yvelines. En 2023, ce sont les services du Placement Familial, de l'AEMO et de l'IME du Bel air qui ont pu bénéficier de la mise en production l'application. L'application sera étendue sur l'ensemble de l'association d'ici 2025.
- ✓ **L'Hôtel Social du Parc : Un accueil temporaire des familles en logements diffus, et un changement de dénomination « la Parenthèse »** : Afin de garantir la sécurité des personnes accompagnées et des professionnels, les familles prises en charge ont toutes été relogées en appartements diffus durant l'été 2023.

Ainsi 25 baux locatifs associatifs ont été mis en place pendant l'été, dans l'attente d'une solution d'hébergement collective digne et sécurisée. Ces déménagements ont engendré d'importants changements des habitudes et pratiques de travail, modifiant structurellement les procédures d'accompagnement avec la mise en place de visites à domiciles.

Le changement de dénomination de l'établissement, devenu "La Parenthèse" est intervenu le 15 septembre 2023.

- ✓ **Inauguration du Théâtre Eurydice** : Après plus de 5 ans de travaux, l'inauguration du théâtre Eurydice a eu lieu le 28 septembre 2023. Ce projet de réhabilitation, d'un budget de 3 millions d'euros a été financé par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, la Région IDF, l'ARS et le CCAH.
- ✓ **Extensions d'activité 2023**
 - **AEMO** : Suite à l'Appel A Projet "pour la création d'un ou plusieurs services mettant en œuvre 550 prestations et mesures d'accompagnement à domicile au titre de l'aide sociale à l'enfance sur le département des Yvelines", l'arrêté du 21 août 2023 porte l'activité en milieu ouvert à 1360 mesures, représentant 180 mesures complémentaires : 90 prestations d'AED classique ou de "suite", 37 prestations d'AED renforcée, 1147 mesures d'AEMO classique ou intensive, 71 mesures d'AEMO renforcée et 15 mesures d'accompagnement dans le cadre d'un placement au service de l'ASE avec hébergement à domicile (PEAD).
 - **Logement Hébergement Accueil Urgence Temporaire (LOG HAUT)** : Ouverture en juillet 2023 d'un dispositif d'hébergement pour une mise à l'abri immédiate en réponse aux besoins primaires de 60 personnes (adultes et enfants). Le service propose également un soutien à la parentalité ainsi qu'un accompagnement visant la recherche d'intégration dans un parcours de soins et d'insertion sociale. Les orientations se font via le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) du 75.

L'ensemble de ces évènements s'est déroulé dans le contexte de poursuite du processus de mise en conformité avec le Règlement Général de Protection des Données (RGPD).

2.2.2. Les évènements post clôture

Aucun évènement intervenu postérieurement à la clôture n'a d'incidence sur l'appréciation des comptes arrêtés au 31 décembre 2023.

Par ailleurs, le 27 mai 2024 nous avons reçu une notification de contrôle fiscal pour la SCI Mermoz Chantiers.

2.2.3. Perspectives

✓ **Rédaction et mise en œuvre du PA 2024 2029**

Le Projet Associatif 2024-2029 est en cours d'écriture. Les Personnes accompagnées, les salariés et la Gouvernance participent à sa conception, pour un projet au plus près des attentes des bénéficiaires et des besoins du territoire.

✓ **Création d'une structure « Lits Halte Soins Santé »**

La Commission du 5 février 2024 confirme que la candidature de la Sauvegarde des Yvelines a été retenue par l'ARS dans le cadre de la réponse à Appel A Projet pour la création d'une structure « Lits Halte Soins Santé » (LHSS) de 25 places.

✓ **Le Placement Familial :**

A compter de janvier 2024, le service de Placement Familial sort du périmètre du CPOM, et sera financé par convention. La convention est en cours de finalisation.

✓ **Projet de Convention collective unique étendue (CCUE)**

Le projet de création d'une Convention Collective Unique Etendue au secteur est à l'étude. Il a pour ambition de se substituer aux conventions collectives existantes. L'objectif est de répondre aux enjeux majeurs du secteur : assurer l'attractivité du secteur, promouvoir des dispositifs de rémunération équitables et suffisants, prendre en compte les spécificités de certains secteurs, instaurer une dimension prospective aux emplois et aux compétences, et étendre les mesures de revalorisation de 183€ net mensuels aux « oubliés du Ségur ».

Les négociations n'ont pas abouti et doivent se poursuivre en 2024.

2.2.4. Principes généraux et référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 sont caractérisés par les données suivantes :

- | | |
|---------------------|-----------|
| • Total du bilan | 49 146 k€ |
| • Total des charges | 65 533 k€ |

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2023 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels, du règlement ANC n°2018-06, modifié par le règlement ANC n°2020-08 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- Règlement de l'Autorité des normes comptables (ANC) n°2019-04: relatif aux règles comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico -sociaux relevant de l'article R. 314-1 du code de l'action sociale et des familles appliquant l'instruction budgétaire et comptable M22, ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires des établissements sociaux et médico-sociaux privés qui appliquent les règlements n°99-01 et n°99-03 du CRC ;
- Règlement de l'Autorité des normes comptables (ANC) n°2018-06 pour fixer le cadre comptable du secteur non lucratif.

2.2.5. Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan - ACTIF

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. La dépréciation des éléments du bilan est prise en compte le cas échéant par l'intermédiaire de provisions spécifiques.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles enregistrent l'acquisition des droits d'utilisation des logiciels de gestion amortis sur une durée de 3 à 5 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

- Bâtiments & constructions	30 ans à 50 ans
- Agencements & installations	10 ans à 30 ans
- Matériels et outillages	5 ans à 10 ans
- Matériels de transport	6 ans
- Mobilier	5 ans à 10 ans
- Matériels de bureau	5 ans à 10 ans
- Matériels informatiques	3 ans

Filiales et participations

	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (10)	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avals donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)	Observations
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus (2) (3).	1 020 100			1 018 700		3 990 120		749 963	-78 434		
1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société).											
Filiales (SCI 1 BIS RUE LOUIS MASSOTTE A BUC)	100 000	0	99.5%	99 500	0	0	0	191 923	-25 838	0	
Filiales (SCI JAURES KESSEL)	100 000	0	99.5%	99 500	0	150 296	0	74 545	-3 219	0	
Filiales (SCI MERMOZ CHANTIERS)	100 000	0	99.9%	99 900	0	2 114 371	0	428 584	-8 761	0	
Filiales (SCI BRIAND LES MUREAUX)	100 000	0	99.9%	99 900	0	233 000	0	26 000	-21 255	0	
Filiales (SCI DU MANTOIS)	100 000	0	99.9%	99 900	0	1 487 454	0	28 911	-19 361	0	
Filiales (SCI FORGEZ)	520 100	0	100.0%	520 000	0	5 000	0	N/A	N/A	0	Première date de clôture 31/12/2024
2. Participations (à détailler) (10 à 50 % du capital détenu par la société).	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.											
1. Filiales non reprises au § A.											
a. Filiales françaises (ensemble)				0	0	0	0			0	
b. Filiales étrangères (ensemble) (4)				0	0	0	0			0	
2. Participations non reprises au § A.											
a. Dans des sociétés françaises				0	0	0	0			0	
b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)				0	0	0	0			0	

La SCI 1 Bis rue Louis Massotte, filiale à hauteur de 99.50% de l'association

La SCI dégage un déficit de -26 k€ en 2023. Des loyers ont été perçus pour la période de janvier à décembre 2023 pour 192 k€ conformément au bail.

La SCI Jaurès Kessel, filiale à hauteur de 99.50% de l'association

La SCI dégage un déficit de 3 k€ en 2023. Des loyers ont été perçus pour la période de janvier à décembre 2023 pour 75 k€ conformément au bail. Une avance de trésorerie consentie sur les fonds propres de l'association en 2016 pour 150 k€ est maintenue au bilan en 2023. Cette avance ne sera pas rémunérée.

La SCI Mermoz Chantiers, filiale à hauteur de 99.90% de l'association

La SCI dégage un déficit de 9 k€ en 2023. Des loyers ont été comptabilisés pour la période de janvier à décembre 2023 pour 429 k€ conformément au bail. Une avance de trésorerie est consentie sur les fonds propres de l'association en 2019 pour 2 114 k€ est maintenue au bilan en 2023. Cette avance ne sera pas rémunérée.

La SCI Briand Les Mureaux, filiale à hauteur de 99.90% de l'association

La SCI dégage un déficit de 21 k€ en 2023. Des loyers ont été perçus pour la période de janvier à décembre 2023 pour 26 k€ conformément au bail. Une avance de trésorerie est consentie sur les fonds propres de l'association pour 133 k€ en 2019 et pour 100 K€ en 2022. Cette avance ne sera pas rémunérée.

La SCI Du Mantois, filiale à hauteur de 99.90% de l'association

La SCI dégage un déficit de 19 k€ en 2023. Des loyers ont été perçus pour la période de janvier à décembre 2023 pour 29 k€ conformément au bail. Une avance de trésorerie est consentie par le Bureau de l'association pour 1 509 k€ (délibération du 15/10/2022), dont 1 000 k€ font l'objet d'une rémunération au taux de 1.49%. Remboursement de capital de 22 k€ sur 2023 et intérêts de 2 k€ en 2023.

La SCI Forgez, filiale à hauteur de 100% de l'association

La SCI Forgez est créée en novembre 2023. Le 1^{er} exercice comptable de cette SCI est fixé statutairement sur la période allant du 28 novembre 2023 au 31 décembre 2024.

2.2.6. Règles et méthodes comptables relatives aux postes du Bilan - PASSIF

Fonds propres

Les fonds propres comprennent notamment :

Les valeurs du patrimoine intégré

Elles correspondent au montant calculé par différence entre l'actif et le passif pour l'établissement du premier bilan de l'association lors du passage d'une comptabilité « recettes/dépenses » à une comptabilité d'engagement. Ces opérations se sont réalisées dans l'association lors de l'application du plan comptable 1957.

Les subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme

Ces subventions sont maintenues au passif du bilan dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise. Celles-ci sont considérées comme des apports en capital, à maintenir durablement au bilan.

Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés

Les legs et donations sont enregistrés à la date de transfert de propriété pour les immeubles. Par assimilation, les immeubles ou terrains acquis au moyen du produit de legs financiers sont traités selon la même méthode.

Report à nouveau sous contrôle des financeurs

Les résultats sous contrôles de tiers financeurs sont comptabilisés en Report à nouveau des activités sous gestion contrôlée par l'Autorité de Tarification. La majorité des établissements et services sont sous contrôle des financeurs. Ils sont soumis à des règles de fonctionnement propres à la réglementation publique, traduits dans les comptes administratifs / Etat Réalisé des Recettes et des Dépenses (ERRD) qui servent de base à leur financement. Les soldes excédentaires ou déficitaires concernant ces établissements et services sont, en principe, repris par les financeurs en N+1 ou N+2. Ils sont donc assimilés à des dettes et

des créances à leur égard et n'entrent pas dans le résultat acquis à l'association. Toutefois, à la clôture de l'exercice ils restent inscrits dans le compte de résultat.

Les charges à financement différé correspondent au report de dettes pour congés à payer, des provisions pour retraites, pour Compte Epargne Temps et pour litiges. Elles ne sont, en général, pas admises dans les comptes administratifs / ERRD soumis au contrôle des financeurs, et sont intégrées dans les comptes agrégés de l'Association.

Autres fonds Associatifs

Ces fonds comprennent notamment :

Subventions d'investissement sur biens non renouvelables par l'organisme

Sont inscrites à ce poste, les subventions reçues utilisées pour l'acquisition d'un actif, dont le renouvellement n'est pas envisagé. L'association inscrit à ce compte principalement, les subventions « taxes d'apprentissage » reçues par les établissements habilités à la percevoir, ainsi que les subventions d'investissement pour des travaux. Celles-ci font l'objet d'une reprise au résultat, en produit d'exploitation, proportionnellement à la dotation aux amortissements et sur la durée de vie des biens qu'elles financent.

Méthodes de valorisation des provisions pour risques et charges

Provisions liées aux retraites

Conformément à l'avis N°00-A du 6 juillet 2000 du comité d'urgence du CNC, l'association a opté pour la possibilité de comptabilisation partielle des engagements retraites.

Les indemnités de départ à la retraite sont prises en compte :

- D'une part, sous forme d'une dotation aux provisions inscrite au compte de résultat pour son montant cumulé au passif du bilan. Ce montant correspond aux indemnités dues aux salariés âgés de 59 ans et plus ;
- D'autre part, sous forme d'un engagement hors bilan pour les sommes dues aux autres salariés dont les indemnités n'ont pas fait l'objet de la provision précitée. (Cf. 2.5.1)

Provisions liées aux litiges

L'ensemble des événements concernant les dossiers prudhommaux survenant après le 31 janvier N+1, date d'arrêté des comptes dans les établissements, sont constatés sur l'exercice suivant.

Méthode de valorisation de cotisations CPM – BUC ressources

Il n'y a pas eu de modification par rapport aux exercices précédents.

2.2.7. Règles et méthodes comptables relatives aux postes du compte de résultat

Subventions de fonctionnement

Les subventions d'exploitation sont traitées conformément aux dispositions du règlement 99-01 du Comité de la réglementation comptable et à l'ANC 2018-06.

La fraction attribuée au titre des exercices futurs est inscrite en « Produits constatés d'avance ».

L'octroi de la subvention est formalisé par la signature de conventions ou arrêtés entre les financeurs et l'association bénéficiaire qui peuvent contenir :

- des conditions suspensives relatives à la mise en place et aux versements des subventions
- des conditions résolutoires relatives à la non utilisation des fonds ou à leur utilisation à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été versés.

Une subvention assortie d'une condition suspensive non levée n'est pas acquise et n'est pas enregistrée en produit.

En revanche, la condition résolutoire ne suspend pas l'enregistrement de la subvention qui se trouve acquise dès la décision d'octroi.

Produits des séjours

Ce compte enregistre les opérations des frais de séjour de tous les établissements et services concernés. Il comprend :

- Les journées facturées,
- Les journées réalisées en attente de facturation.

2.3.NOTES RELATIVES AU BILAN ACTIF

IMMOBILISATIONS		VALEUR BRUTE DEBUT EXERCICE	ACQUISITIONS	CESSIONS	RECLASSEMENT	VALEUR BRUTE FIN d'exercice
INCORPORELLES	FRAIS ETABLISSEMENT					
	TOTAL 1	0	0	0	0	0
	Autres immobilisations incorporelles	719 629	53 103	-21 261	260 631	1 012 103
	Immo. En cours incorporelles	347 639	233 483		-260 631	320 491
	TOTAL 2	1 067 268	286 586	-21 261	0	1 332 594
CORPORELLES	TERRAINS	1 067 633	0	-78 000		989 633
	AGCTS TERRAIN	554 231	52 639	-139 765		467 106
	CONSTRUCTIONS	6 169 454	18 801	-384 682	2 656	5 806 229
	INSTALL. GENER. AGENCEMENT CONSTRUC.	15 846 339	538 431	-1 398 784	2 483 940	17 469 926
	INSTALLATIONS TECHNIQUES, OUTILLAGE	482 076	25 163	-76 401		430 838
	AMENAGEMENT ET INSTALLATIONS DIVERSES	0				0
	MATERIEL TRANSPORT	3 710 036	732 555	-411 872	29 354	4 060 073
	MAT BUREAU & MOBILIER	3 126 267	173 018	-293 168	14 859	3 020 976
	INFORMATIQUE	2 759 309	318 166	-293 035	680	2 785 121
	AUTRES-TAXE APP	3 699 559	232 657	-489 390	67 197	3 510 023
	IMMO . CORPORELLES EN COURS	2 818 644	591 703	-12 820	-2 598 686	798 841
	AVANCES ET ACOMPTES	167 774	169 072	-266 807		70 039
	TOTAL 3	40 401 322	2 852 205	-3 844 723	0	39 408 804
FINANCIERES	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES	499 310	520 000			1 019 310
	AUTRES TITRES IMMO.	4 712 377	6 330 022	-370		11 042 030
	PRETS ET AUTRES IMMO FINANCIERES	742 763	316 015	-151 741		907 037
	TOTAL 4	5 954 450	7 166 037	-152 110	0	12 968 377
	TOTAL GENERAL	47 423 040	10 304 829	-4 018 094	0	53 709 775

	AMORTISSEMENTS	AMORT.CUMULES DEBUT d'exercice	DOTATIONS exercice	DIMINUTION exercice	AMORT.CUMULES FIN d'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement	0			0
	TOTAL 1	0			0
	Autres immobilisations incorporelles	679 230	35 670	21 261	693 639
	TOTAL 2	679 230	35 670	21 261	693 639
CORPORELLES	Terrains	0	0	0	0
	Agcts Amen Terrains	402 954	20 452	131 944	291 462
	Constructions	3 137 026	139 656	147 489	3 129 194
	Installations générales et agencement construction	8 791 872	774 627	1 135 898	8 430 602
	Installations techniques, matériel et outillage	355 571	22 610	76 270	301 911
	Aménagement et installations diverses	0	0	0	0
	Matériel de transport	2 059 739	524 368	392 133	2 191 974
	Matériel de bureau & mobilier	2 535 713	173 312	285 368	2 423 657
	Informatique	2 336 002	201 660	249 665	2 287 997
	AUTRES-taxi app	2 391 721	212 047	284 190	2 319 578
	TOTAL 3	22 010 599	2 068 732	2 702 956	21 376 375
	TOTAL GENERAL	22 689 828	2 104 402	2 724 217	22 070 014

2.3.1. Immobilisations incorporelles et Amortissements

Les investissements de la période portent sur l'intégration des mises à jour et développements des logiciels applicatifs.

Les immobilisations incorporelles en cours s'élèvent à 320 k€ au titre du Dossier Informatisé de la Personne Accueillie (DIPA) et de l'évolution à venir du système d'information RH.

Le DIPA a été immobilisé pour 261 k€ en date du 1^{er} octobre 2023, au titre de la phase de consultation et des sites pilotes.

2.3.2. Immobilisations corporelles et Amortissements

Les acquisitions de la période s'élèvent à 2 852 k€, et l'activation des immobilisations en cours s'élève à 2 599 k€. Les investissements portent essentiellement sur :

- Des travaux de transformation, rénovation et remise en état ou en conformité des sites pour 3 122 k€ dont 2 460 k€ au titre de la rénovation des locaux de l'ESAT Eurydice dont le projet se monte globalement à plus de 4 000 k€. La commission de sécurité est intervenue en mai 2023 pour émettre un avis favorable. L'ouverture au public a été faite sur le dernier trimestre 2023.
- L'acquisition de véhicules pour 733 k€ ;
- Des immobilisations en cours pour 592 k€, dont 198 k€ au titre de la poursuite de la rénovation des locaux de l'ESAT Eurydice, 104 k€ lié à la mission patrimoine, 151 k€ pour le Sessad Diapason.

2.3.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent principalement

- les dépôts de garantie et cautionnements versés pour 352 k€
- les titres des SCI pour 1 019 k€

- les titres immobilisés pour 1 504 k€
- les Compte Epargne Temps (CET) placés pour 1 069 k€
- les fonds communs de placement à moyen et long terme 319 k€
- le prêt effort construction pour 555 k€
- les comptes à terme placés pour 2 000 k€
- des produits structurés pour 6 150 k€.

2.3.4. Placements Financiers

Ceux-ci font l'objet d'une dépréciation si la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur comptable à la clôture.

Les valeurs mobilières de placements sont évaluées selon la méthode du coût moyen pondéré lors de la vente et concernent principalement des SICAV placées au CIC.

Les placements au 31 décembre 2023 sont les suivants :

K€	Placements 2022	Placements 2023	+/- Value latente	Produits 2023
Livrets	7 556.3	3 129.5	0.0	30.0
Titres sur CA	892.3	1 068.9	45.1	6.5
Titres portés par Optifinance	500.0	500.0	17.6	
Titres portés par UGP	500.0	500.0		
Titres portés par Allianz	499.5	499.5	-8.0	
Comptes à Terme	2 000.0	2 000.0	0.0	43.0
Produits structurés		6 150.0		187.9
Sicav	314.3	314.3	3.7	0.0
Bons à Moyen Terme	2 001.0	0.0	0.0	0.0
Livrets	956.8	985.5	0.0	28.7
Parts sociales	316.0	319.1	0.0	3.1
Total placements	15 536.3	15 466.8	58.4	299.2

2.3.5. Etat des créances et des dettes

Au moment de leur entrée dans le bilan les créances ont été évaluées à leur valeur nominale.

CREANCES		MONTANT	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF	
DE L'ACTIF IMMOBIL ISE	CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS		à 1 an au plus	à plus d'un an
	PRETS			
	AUTRES IMMO.FINANCIERES	351 866		351 866
DE L'ACTIF CIRCULANT	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	64 606	64 606	
	REDEVABLES et COMPTES RATTACHES	3 540 522	3 540 522	
	USAGERS COMP. RATTACHES			
	AUTRES CREANCES	6 353 166	6 353 166	
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	223 733	223 733	
TOTAL		10 533 893	10 182 027	351 866

Nous retrouvons dans les autres créances les avances faites aux SCI (détaillé dans la partie filiales et participations) et les avances faites antérieurement à l'ASY pour 77 k€ et à l'ISY pour 108 k€.

DETTES	MONTANT	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 AN au plus	1 AN à 5 ANS	A + DE 5 ANS
EMPRUNTS OBLIGATAIRES				
EMPRUNTS ET DETTES ETABLISSEMENT DE CREDIT	1 878 568	140 210	501 880	1 236 479
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	85 314	5 844	79 470	
AVANCES & ACOMPTES SUR COMMANDES	12 118	12 118		
FOURNISSEURS et COMPTES RATTACHES	1 690 448	1 690 448		
DETTES FISCALES ET SOCIALES	7 194 790	7 194 790		
DETTES SUR IMMO ET COMPTES RATTACHES	263 475	263 475		
DEPOTS DES HEBERGES		0		
AUTRES DETTES	161 574	161 574		
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	757 737	613 511	28 985	115 241
TOTAL	12 044 024	10 081 970	610 334	1 351 720

2.3.6. Produits à recevoir

SUBVENTIONS	Montant accordé	Acomptes recus	A recevoir
Région	4 190 696	4 143 555	47 141
DDETS	2 277 722	2 233 459	44 263
CD78	18 063	12 202	5 861
CSP	115 660	115 660	
ADAFORSS	138 200	138 200	
CAF	489 171	372 872	116 299
PJJ	98 449	98 449	
COUR APPEL	28 000	28 000	
SQY	32 000	32 000	
ARS	63 500	54 100	9 400
ASY	651 321	651 321	
AUTRES	78 936	67 799	11 137
TOTAL	8 181 718	7 947 617	234 101

Les subventions accordées par convention au cours de l'exercice peuvent concerner plusieurs exercices civils et peuvent, par conséquent, être différent des produits comptabilisés.

2.4.NOTE RELATIVE AU BILAN PASSIF

2.4.1. Fonds propres

Variation des fonds propres	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	5 481 244		0		5 481 244
<i>Fonds propres statutaires</i>	0				0
<i>Fonds propres complémentaires</i>	5 481 244		0		5 481 244
<i>Dons et legs</i>					
<i>Subvention d'investissement sur biens renouvelables</i>					
<i>Ecart de réévaluation</i>					
Fonds associatifs avec droit de reprise	3 416				3 416
Ecart de réévaluation	429 514				429 514
Réserves	16 736 382	-148 641	468 266	-562 439	16 493 567
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>	14 015 031		130 266	-135 228	14 010 068
<i>Autres réserves</i>	2 721 351	-148 641	338 000	-427 211	2 483 499
<i>Excédents affectés à l'investissement</i>					
<i>Réserve de compensation</i>					
<i>Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement</i>					
Report à nouveau	-2 618 620	-688 123	6 586 057	-5 835 406	-2 556 092
<i>RAN associatif</i>	-189 170	-582 466	54 257	-105 573	-822 953
<i>RAN constitué de charges rejetées</i>	732 482		0	0	732 482
<i>RAN des activités sous gestion contrôlée par l'Autorité de Tarification</i>	958 294	-550 794	5 736 924	-4 921 909	1 222 515
<i>RAN constitué de charges dont la prise en compte par l'Autorité de Tarification est différée</i>	-4 120 225	445 137	794 876	-807 923	-3 688 136
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	0		0	0	0
Excédent ou déficit de l'exercice	-836 764	836 764	0	-14 197	-14 197
Situation nette - sous total	19 195 172	0	7 054 323	-6 412 041	19 837 453
Fonds propres consommables	9 741 388		170 821	-502 706	9 409 503
<i>Subventions d'investissement</i>	7 137 640		82 133	-437 165	6 782 607
<i>Provisions réglementées</i>	2 603 749		88 688	-65 541	2 626 896
Sous Total	9 741 388	0	170 821	-502 706	9 409 503
TOTAL	28 936 560	0	7 225 144	-6 914 748	29 246 956

Réserves

L'augmentation des réserves de 468 k€ s'explique par :

L'affectation par les financeurs sur les résultats antérieurs de 20 k€ en réserve de trésorerie ;

L'affectation par les financeurs sur les résultats antérieurs de 9 k€ en réserve d'investissement ;

L'affectation par les financeurs sur les résultats antérieurs de 101 k€ en réserve de compensation de charges d'amortissement ;

L'affectation de la part du résultat réalisé sur le périmètre du CPOM ARS affectée en projet associatif pour 338 k€ ;

L'affectation des salaires de remplacement pour 27 k€ par l'Assemblée Générale.

La diminution des réserves de 711 k€ s'explique par :

La reprise par les financeurs sur les résultats antérieurs de 43 k€ en réserve de compensation des déficits ;

La reprise des réserves pour compensation des charges d'amortissement pour un montant de 61 k€ ;

La reprise sur les projets financés par l'affectation des résultats des exercices antérieurs sur le périmètre du CPOM avec l'ARS pour 405 k€, sur les projets d'Info Soins pour 22 k€ et sur les projets financés par le crédit d'impôt de taxe sur les salaires (CITS) pour 176 k€.

Report à nouveau

Tableau explicatif du Report à nouveau sur 5 ans des activités « Economiques »

	2019	2020	2021	2022	2023
	Résultat	Résultat	Résultat	Résultat	Résultat
Activités "Economiques" et autres					
Report à nouveau Buc Ressources	-14 102	4 673	81 248	113 873	216 235
Report à nouveau Eurydice	29 420	33 394	51 789	32 646	51 990
Report à nouveau Fonds Propres+ Ecriture Conso	-489 187	-978 110	-870 029	-1 209 851	-1 947 583
Report à nouveau activités scolaires BEL AIR	0	1 744	1 883	1 831	1 976
Report à nouveau Chantiers Ecole (Nvlles Charmilles)	109 426	96 444	93 485	93 526	98 200
TOTAL Activités économiques	-364 442	-841 854	-641 625	-967 974	-1 579 181
Report à nouveau Gestion contrôlée	-94 757	495 648	428 672	558 716	1 227 923
Charges refusées par les financeurs	-49 259	-50 920	-50 999	-80 976	-80 976
TOTAL Gestion Contrôlée	-144 016	444 728	377 673	477 740	1 146 946
Total	-508 459	-397 126	-263 952	-490 234	-432 235

Tableau explicatif du Report à nouveau sur 5 ans des activités sous contrôle de Tiers Financeurs

Résultat sous contrôle de tiers financeurs	Resultats				
Nature du Report à nouveau	2019	2020	2021	2022	2023
Report à nouveau affecté à l'exercice en cours à la réduction ou à l'augmentation des charges d'exploitation	144 638	-20 800	189 803	63 749	54 719
Report à nouveau affecté dans les exercices suivants à la réduction ou à l'augmentation des charges d'exploitation	230 579	-86 241	-428 436	-117 304	-460 447
Résultats non affectés par les autorités tarifaires	664 001	122 384	73 843	-166 532	877 422
Report à nouveau: excédent affecté au financement des mesures d'exploitation	0	0	0	7 560	5 000
Report à nouveau affecté dans les exercices suivants au financement des mesures d'exploitation	741 430	732 725	662 924	1 170 821	745 821
Report à nouveau en attente de financement (Provisions congés à payer)	-2 625 973	-2 644 019	-2 813 583	-3 145 436	-3 001 797
Report à nouveau en attente de financement (Provisions retraites,litiges, CET)	-1 705 849	-950 923	-978 499	-1 174 041	-885 591
Report à nouveau en attente de financement (autres provisions)	257 501	229 526	186 150	199 252	199 252
Total	-2 293 673	-2 617 348	-3 107 798	-3 161 931	-2 465 621

2.4.2. Autres fonds associatifs

Variation des fonds propres	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres consommables	9 741 388		170 821	-502 706	9 409 503
Subventions d'investissement	7 137 640		82 133	-437 165	6 782 607
Provisions réglementées	2 603 749		88 688	-65 541	2 626 896
Sous Total	9 741 388	0	170 821	-502 706	9 409 503

Les mouvements constatés au compte « subventions d'investissement » s'expliquent par :

- 18 k€ de bonus écologique pour l'acquisition de véhicules électriques ;
- 64 k€ au titre de subvention perçue de la région pour des travaux à Buc ;
- 7 k€ de diminutions suite à des sorties d'immobilisations ;
- Reprise de quote part de subvention d'investissement pour 430 k€.

Les variations constatées au compte « provisions règlementées » s'expliquent par :

- Reprise de la provision règlementée du Foyer La Maison pour 66 k€ (diminution de l'exercice) ;
- Des plus-values de cessions pour 89 k€ (augmentation de l'exercice).

Résultats Budgétaires par Etablissements et par Services

2023	RESULTAT COMPTABLE	Résultat N-2	Compensation charges d'amortissement C/106857	Mesures Exploitations Nouvelles C/115030	Projets associatifs C/106880	RESULTAT ECONOMIQUE	DOTATION PROVISION RETRAITE	CONGES PAYES	RESULTAT ADMINISTRATIF PROVISoire
REGUL CONSO	702 941				39 185	742 126			742 126
FONDS PROPRES	- 104 291					- 104 291			- 104 291
SIEGE	- 243 359		9 319	5 000		- 229 040	2 007	15 164	- 211 869
DC-RCT	-					-		-	-
LES MARRONNIERS	- 389 381	-	23 908			- 365 473		3 346	- 362 127
NOUV CHARMILLES - FOYER	- 308 766	-	10 489			- 298 277	2 911	6 946	- 302 312
S/TOTAL Hebergement - Situations Complexes	- 698 147	-	34 397	-		- 663 750	2 911	3 600	- 664 439
SAVA - SEMI-AUTONOMIE	- 29 882	-	-			- 29 882	5 381	5 463	- 19 038
NOUV CHARMILLES - SEMI-AUTONOMIE	- 417 899	-	-			- 417 899	5 362	15 329	- 438 589
EMERGENCE - SEMI AUTONOMIE	- 289 716	-	1 245			- 288 471	6 101	18 523	- 263 846
S/TOTAL Semi Autonomie - Situations Complexes	- 98 300	-	1 245	-		- 99 546	16 844	39 315	- 155 705
LATITUDES 78	- 121 941	-	-			- 121 941	27 807	20 264	- 73 870
S/TOTAL Situations Complexes	- 121 941	-	-			- 121 941	27 807	20 264	- 73 870
LES MARRONNIERS - Ecole Interne	- 74 961	-	-			- 74 961		357	- 74 604
EMERGENCE - SEPJ	- 124 509	-	-			- 124 509		4 503	- 120 006
PPI Les Nouvelles Charmilles	- 103 223	-	-			- 103 223		13 832	- 89 391
CLASSE DEPART	- 9 390	-	-			- 9 390		3 349	- 6 041
S/TOTAL Accueils De Jour	- 162 160	-	-	-	-	- 162 160		21 327	- 140 833
A.E.M.O	- 407 210	-	7 571			- 414 781	5 337	3 771	- 416 347
S/TOTAL AEMO CLASSIQUE ET INTENSIVE	- 407 210	-	7 571	-		- 414 781	5 337	3 771	- 416 347
SERVICE ACCOMPAGNEMENT	- 2 111	-	-			- 2 111		-	- 2 111
SEP	- 371 469	-	-			- 371 469	5 171	20 815	- 397 456
S/TOTAL AEMO renforcé	- 369 358	-	-	-		- 369 358	5 171	20 815	- 395 345
PLACEMENT FAMILIAL Spécialisé	- 403 415	-	13 219			- 416 634	38 686	38 608	- 493 928
FOYER SAINT NICOLAS	- 399 153	-	768			- 398 385	1 212	21 083	- 418 256
SYRMA	- 52 053	-	-			- 52 053		8 349	- 60 402
EQUIPE MOBILE	- 7 477	-	-			- 7 477	41	3 592	- 3 926
DIAPASON	- 131 866	-	5 199		6 621	- 120 045		7 602	- 112 443
S/TOTAL CPOM-ASE	- 175 454	-	62 400	-	6 621	- 106 432	98 009	124 234	- 115 811
PREVENTIONS CONFLANS	- 3 070	-	-			- 3 070			- 3 070
ARPE	- 178 816	-	-			- 178 816			- 178 816
AUTO ECOLE SOCIALE	-	-	-			-		-	-
AUTO ECOLE SOCIALE	-	-	-			-		-	-
S.J.I.E	- 24 618	-	659			- 25 277		6 817	- 32 094
STAGE DE CITOYENNETE	- 34 543	-	-			- 34 543			- 34 543
S.R.P.	- 13 190	- 2 522	-			- 15 712		2 948	- 12 764
S/TOTAL Autres Protection enfance	- 135 915	- 2 522	659	-	-	- 137 778	-	9 765	- 128 013
TOTAL PROTECTION DE ENFANCE	- 311 369	- 2 522	63 059	-	6 621	- 244 210	98 009	133 999	- 12 202
SESSAD	- 106 422	-	951			- 107 373		9 959	- 117 332
CMPP	- 19 837	-	951			- 20 788		7 432	- 13 356
BEL AIR	- 70 504	-	-			- 70 504		13 932	- 56 572
Insertion du BEL AIR	- 9 570	-	-			- 9 570		1 084	- 8 486
ITEP JEANNE CHEVILLOTTE	- 57 804	-	4 098		267 490	- 213 784		17 818	- 195 966
SESSAD du Mantois	- 26 538	-	-			- 26 538		531	- 26 007
ESAT EURYDICE Budget Social	- 8 647	-	-			- 8 647		7 695	- 16 342
SESSAD DIAPASON	- 107 440	-	-		107 440	-		-	-
S/TOTAL CPOM ARS	- 154 244	-	6 000		374 930	- 226 686	-	7 439	- 219 247
INFO - SOINS	- 9 724	54 719	7 858			- 52 853		11 867	- 64 720
TOTAL MEDICO-SOCIAL	- 163 968	54 719	13 858	-	374 930	- 279 540	-	4 428	- 283 968
CHAT CHRS	- 161 024	-	2 000			- 163 024		148	- 162 876
CRECHE du CHAT	-	-	-			-		-	-
HOTEL SOCIAL St Benoît Labre CHRS	- 9 704	-	-			- 9 704		6 381	- 3 323
HOTEL SOCIAL DU PARC CHRS	- 252 162	-	-			- 252 162		454	- 251 708
HOTEL SOCIAL DU PARC CHU	-	-	-			-		-	-
MEDIANES MLJ	- 10 531	-	-			- 10 531		2 670	- 13 201
S/TOTAL CPOM DDETS	- 90 311	-	2 000	-	-	- 88 311	-	9 358	- 78 954
ACCUEILLIR : INSERTION - ASLL	- 22 769	-	-			- 22 769			- 22 769
ACCUEILLIR : URGENCE	- 70 145	-	-			- 70 145			- 70 145
ACCUEILLIR : Parole de Parents	-	-	-			-			-
ACCUEILLIR : AVDL LCE	-	-	-			-			-
ACCUEILLIR : FVV - OLYMPE	- 3 335	-	-			- 3 335			- 3 335
ACCUEILLIR : FSH - ALTHO	- 114 750	-	-			- 114 750			- 114 750
MATERN'ELLES	- 5 752	-	-			- 5 752			- 5 752
LOG'HAUT	- 94 631	-	-			- 94 631			- 94 631
CAP SANTE	- 4 965	-	-			- 4 965			- 4 965
TOTAL LCE	- 30 197	-	2 000	-	-	- 28 197	-	9 358	- 18 840
BUC RESSOURCES	- 103 486					- 103 486			- 103 486
BUC RESSOURCES	- 237 493					- 237 493			- 237 493
NOUVELLE CHARMILLE - CHANTIER ECOLE	- 4 345					- 4 345			- 4 345
BEL-AIR Caisse Ecole	- 65					- 65			- 65
ESAT EURYDICE - SECTION ECONOMIQUE	- 2 240					- 2 240			- 2 240
PLAJ	-					-			-
SEAY - ACTIVITES FISCALISEES	- 3					- 3			- 3
TOTAL SECTION ECONOMIQUE	- 136 044	-	-	-	-	- 136 044	-	-	- 136 044
TOTAL	- 14 197	52 197	88 236	5 000	420 737	551 973	100 016	162 949	814 937

2.4.3. Résultats comptables 2023

Formation du résultat

	2019	2020	2021	2022	2023
1 / Résultat comptable - Gestion Contrôlée	938 742	719 269	-71 504	-499 688	-505 533
2 / Résultat comptable - Frais de Siège	26 838	87 796	13 954	-22 364	-243 359
3 / Résultat comptable - Gestion libre	-59 983	-434 387	-159 228	-441 237	598 651
4/ Résultat comptable - Autres Activités	14 237	92 148	13 473	126 525	136 044
Résultat net comptable	919 834	464 827	-203 305	-836 764	-14 197

La gestion libre comprend les résultats des Fonds propres de l'Association ainsi que celui du dossier de consolidation.

Gestion contrôlée : Passage du résultat comptable au résultat administratif

Les résultats de la gestion contrôlée, soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

2023	Gestion contrôlée	Frais de siège	Total gestion contrôlée
Resultat comptable	-505 533	-243 359	-748 892
Réintégration des résultats antérieurs	52 197	0	52 197
Réintégration des réserves de compensation de charges d'amortissement	78 917	9 319	88 236
Réintégration des réserves de compensation	0	5 000	5 000
Réintégration des projets associatifs	381 551	0	381 551
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	245 793	17 171	262 964
Résultat administratif	252 926	-211 869	41 057

Tableau explicatif du résultat administratif

	2023
A - Résultat administratif : Gestion Contrôlée & Frais de siège	41 057
Résultat Gestion libre	-104 291
Résultat Conso	742 126
B - Résultat - Gestion Libre	637 836
Résultat Buc Ressources	134 007
Résultat activités Eurydice	-2 240
Résultat activités scolaires	4 277
C - Résultat - Autres Activités	136 044
Total général (A+B+C)	814 937

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice 2023	Exercice 2022
RESULTAT COMPTABLE	- 14 197	- 836 764
Reprise du résultat antérieur	52 197	63 749
Compensation charges d'amortissement	88 236	60 598
Mesures Exploitations	5 000	7 560
Projet associatif	420 737	570 144
Dotation retraite	100 016	186 206
Congés payés	162 949	- 50 152
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL (Résultat Administratif)	814 937	1 342
<i>Dont résultat sous gestion propre</i>	<i>773 880</i>	<i>- 166 532</i>
<i>Dont résultat sous gestion contrôlée et Frais de siège</i>	<i>41 057</i>	<i>167 874</i>

2.4.4. Réserves réglementées et provisions

Nature des provisions et réserves		Solde au début de l'exercice	Dotations exercice	Reprises exercice	Montant de fin d'exercice
RESERVES	RESERVES REGLEMENTEES				
	-INVESTISSEMENT	13 091 261	403 886	632 472	12 862 675
	-COMPENSATION	3 227 629	101 000	135 228	3 193 401
	-TRESORERIE	266 731	20 000	0	286 731
	AUTRES RESERVES	150 760	0	0	150 760
	RESERVE DE TRESORERIE	821 816	0	65 541	756 275
	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	0			0
	DIFFERENCES SUR REALISATIONS D'ACTIF	1 781 933	88 688	0	1 870 621
	TOTAL 1	19 340 130	613 574	833 241	19 120 463
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	PROVISIONS POUR LITIGE	432 011	154 181	143 223	442 969
	PROVISIONS POUR RETRAITE	2 110 471	62 345	536 723	1 636 093
	PROVISIONS TRAVAUX & GROSSES REPAR	138 023	0	11 352	126 671
	PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	1 788 360	993 476	874 276	1 907 560
	TOTAL 2	4 468 865	1 210 001	1 565 574	4 113 293
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES , CORPORELLES & FINANCIERES	21 994	0	14 470	7 524
	SUR STOCKS ET ENCOURS	0	0	0	0
	SUR COMPTES CLIENTS	417 589	200 280	225 104	392 766
	AUTRES PROVISIONS POUR DEPRECIATION	8 592	0	8 592	0
	TOTAL 3	448 175	200 280	248 166	400 290
	TOTAL GENERAL	24 257 171	2 023 856	2 646 981	23 634 046

Commentaires sur les provisions

Provisions pour Risques et Charges

La provision pour risque de litiges concerne les litiges à caractère prud'homal.

La provision destinée à couvrir les risques à caractère d'exploitation s'élève à 1 908 k€ au 31 décembre 2023.

2.4.5. Fonds dédiés

Nature des fonds dédiés	Solde au début de l'exercice	Dotations	Utilisations	Solde à la fin de l'exercice
Subventions d'exploitation -CNR	1 739 329	427 051	- 583 378	1 583 002
<i>Charges de personnel (CAE/CET)</i>	84 207	71 629	- 19 319	136 517
<i>Formations</i>	177 649	48 660	- 17 371	208 939
<i>Stagiaires / Apprentis</i>	157 236	33 449	- 31 055	159 630
<i>Supervision - évaluation - analyse pratiques</i>	111 330	12 178	- 51 203	72 305
<i>Logiciels</i>	46 300			46 300
<i>Immos</i>	170 487	24 124	- 22 963	171 648
<i>Travaux</i>	156 780	-	- 27 384	129 396
<i>Subventions Altho</i>	250 000	-	- 250 000	-
<i>Subventions Crèche</i>	18 557	76 229	- 6 255	88 531
<i>Projet Trait d'Union</i>	9 663			9 663
<i>Equipe Mobile</i>	76 377	-	-	76 377
<i>Masques et surcoûts Covid</i>	47 983		- 483	47 500
<i>Renfort Sanitaire</i>	54 403	-	-	54 403
<i>Séjours de répit</i>	-	55 657	- 55 657	0
<i>Projet Chat / Creche</i>	128 851	29 962		158 813
<i>Transport</i>	33 280	8 280	- 19 920	21 640
<i>Aide à la contractualisation</i>	33 050	-	- 33 050	-
<i>Impact 2024</i>	8 707	3 500	- 4 907	7 300
<i>Aides à domicile et nuitées</i>	23 991	3 000	- 6 945	20 046
<i>Bien etre au travail</i>	24 643	12 059	- 1 550	35 152
<i>Autres</i>	125 835	48 324	- 35 316	138 843
Contributions financières d'autres organismes	-			-
Ressources liées à la générosité du public	38 406	37 590	- 6 852	69 144
<i>Don Foliateam</i>	14 430		- 4 951	9 479
<i>Mediation animale</i>	15 249			15 249
<i>Journée associative</i>		16 754	- 1 275	15 479
<i>E Road Trip</i>		10 850	- 626	10 224
<i>Autres</i>	8 728	9 987	-	18 714
Provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations	2 213 271	53 134	- 176 474	2 089 931
<i>Projet SEAY / SI Datacenter</i>	26 868			26 868
<i>DIPA</i>	190 000		- 1 495	188 505
<i>Voiture</i>	199 835	10 000	- 14 768	195 067
<i>Evaluation externe</i>	5 388		- 1 000	4 388
<i>Construction</i>	195 000		- 3 333	191 667
<i>Travaux</i>	1 194 388	18 384	- 144 930	1 067 842
<i>Logiciels/Outils métiers</i>	217 353	14 600	- 6 507	225 446
<i>Photovoltaïque</i>	77 000			77 000
<i>QVT</i>	33 164			33 164
<i>Mobilier</i>	15 239		- 4 264	10 975
<i>Autres</i>	59 035	10 150	- 176	69 009
TOTAL	3 991 006	517 776	- 766 705	3 742 077

Les fonds dédiés représentent essentiellement le solde des crédits non renouvelables accordés pour des financements spécifiques : coopérations, formations, stagiaires, analyse des pratiques, travaux, renouvellement des immobilisations, aide à l'investissement durable...

Les provisions règlementées pour renouvellement d'immobilisations sont affectées en fonds dédiés.

Conformément à la nouvelle réglementation comptable les retraites financées par CNR sont dorénavant comptabilisées en Report à nouveau constitué de charges dont la prise en compte est différée.

2.4.6. Dettes financières

Organismes payeurs	Etablissements	Date obtention	Durée remboursement	Montant	Capital restant dû	Objet	Garantie
CAISSE DES DEPOTS	LES MUREAUX	31/12/2013	25ANS	600 000	386 065	Travaux Construction	Promesse d'affectation hypothécaire (600 000€)
CAISSE DES DEPOTS	SESSAD	23/11/2010	25 ANS	120 000	57 600	Travaux Construction	Cauton de 120000€ CDC assortie d'une promesse hypothécaire de 1er rang
CREDIT COOPERATIF	LES MUREAUX	15/10/2010	25 ANS	650 000	312 000		Souscription capital du crédit Coop / Garantie FGMOSS
CREDIT COOPERATIF	LES MUREAUX	12/01/2006	20 ANS	165 590	31 943	Acquisition d'un pavillon	Souscription capital du crédit Coop / Garantie FGMOSS
CREDIT COOPERATIF	ESAT	01/12/2020	18 ANS	1 220 000	1 090 960	Aménagement de locaux	Souscription capital du crédit Coop / Garantie FGMOSS
				2 755 590	1 878 568		

2.4.7. Détail des charges à payer

Charges sociales et fiscales	
Charges de personnel & congés payés & CET	3 675 280
Charges sociales, congés payés & CET	1 349 459
Charges fiscales & congés payés & CET	347 419
Total	5 372 159

Autres Charges à Payer	
Factures non parvenue	502 292
Autres charges à Payer	11 457
Total	513 749

2.5.NOTE RELATIVE AU COMPTE DE RÉSULTAT

2.5.1. Détail des produits comptables liés à l'activité de l'Association

Nature des financements	
Produits de la tarification	3 130 907
Dotation Globale	45 941 293
Subventions	8 181 718
Activités annexes	2 531 799
Autres produits	1 036 818
Total Financement	60 822 536

2.5.2. Legs, donations ou assurances-vie

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre d'assurances vie	-
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	-
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations	-
TOTAL	-

2.5.3. Résultat exceptionnel

Détail des charges exceptionnelles		Détail des produits exceptionnels	
Crédits non perennes accordés non utilisés au cours de l'exercice	88 688	Utilisation de crédits non perennes accordés au cours d'exercices antérieurs	11 507
Dotation Provision réglementée	0	Quote-part de subventions d'investissement virée au compte de résultat	432 811
Pénalités, amendes fiscales & sociales	11 845	Transferts de charges	251 618
Valeur comptable d'éléments d'actifs cédés	545 185	Cessions d'éléments d'actifs	624 629
Rachat Compte Epargne temps	370	Cessions Compte Epargne temps	0
Autres charges	4 483	Quote-part annuelle - évaluation des biens immobiliers dans le cadre des baux à construction	0
Charges sur exercice antérieur	179 823	Produits sur exercices antérieurs	379 201
<i>Charges de personnel</i>	<i>4 508</i>	<i>Charges de personnel</i>	<i>21 480</i>
<i>Ajustement loyers & charges locatives</i>	<i>12 740</i>	<i>Ajustement loyers & charges locatives</i>	<i>10 709</i>
<i>Formations</i>	<i>14 986</i>	<i>Formations</i>	<i>69</i>
<i>Frais financiers</i>		<i>Frais financiers</i>	
<i>Charges de structures</i>	<i>36 971</i>	<i>Charges de structures</i>	<i>60 289</i>
<i>Subventions/Facturation</i>	<i>99 639</i>	<i>Subventions/Facturation</i>	<i>286 654</i>
<i>Divers</i>	<i>10 729</i>	<i>Fiscalité</i>	
Total Général	830 394	Total Général	1 699 766

2.5.4. Détail des contributions volontaires

Répartition par nature de charges		Répartition par nature de ressources	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Prestations		Dons en nature	
Personnel bénévole		Bénévolat	
TOTAL	0	TOTAL	0

La nature et l'importance des contributions volontaires en nature n'étant pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité, l'Association a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature.

2.6.AUTRES INFORMATIONS

2.6.1. Engagements hors bilan

Engagement de retraite

Les engagements de retraite concernent les indemnités de départ des salariés qui n'ont pas fait l'objet d'une provision pour charges.

L'engagement au titre des départs à retraite s'élève à 4 099 K€ dont 1 636 K€ sont comptabilisés dans le bilan. Les engagements de retraite hors bilan s'élèvent à 2 463 K€.

Hypothèses retenues pour le calcul de la provision « Indemnités de départ à la retraite » :

Hypothèses retenues par la SEAY	
Date d'évaluation	30/11/2023
Taux d'actualisation	3.65%
Taux d'augmentation des salaires (inflation comprise)	2%
Convention collective	Accord de branche sanitaire, sociale et médico-sociale à but non lucratif (annexe2)
Taux de charges sociales et fiscales	57 % pour l'ensemble du personnel (50 % + 7 %)
Table de mortalité	Table de mortalité INED 2011-2013
Taux de sorties des effectifs	Courbes décroissantes par âge
Conditions de départ en fin de carrière	Départ à l'initiative du salarié à 64 ans pour l'ensemble du personnel avec versement de l'indemnité de départ volontaire soumise à charges sociales.

Cautions bancaires

L'association s'est portée caution pour les emprunts concernant les SCI Louis Massotte, SCI Jaurès Kessel, SCI Mermoz Chantiers et SCI Briand les Mureaux

- Emprunt SCI Louis Massotte : Construction d'un bâtiment d'enseignement :
Principal : 3 120 k€ Engagement au 31.12.2023 : 2 385 k€
- Emprunt SCI Jaurès Kessel : Achat d'un bâtiment à Voisins le Bretonneux :
Principal : 800 k€ Engagement au 31.12.2023 : 593 k€
- Emprunt SCI Mermoz Chantiers : Achat d'un bâtiment à Versailles :
Principal : 5 990 k€ Engagement au 31.12.2023 : 5 109 k€

- Emprunt SCI Briand les Mureaux : Achat d'un bâtiment aux Mureaux :

Principal : 549 k€ Engagement au 31.12.2023 : 440 K€

Nantissements

L'Association dédits des parts faisant l'objet de nantissement au Crédit Coopératif pour 12.2 K€ au 31 décembre 2023.

Au titre de la garantie de l'emprunt de 1.22 M€ dans le cadre du financement de l'ESAT, une hypothèque conventionnelle de premier rang est consentie au profit du prêteur Crédit Coopératif à hauteur de 610 k€.

Arrêts maladie et congés payés

Dans plusieurs décisions en date du 13 septembre 2023, la chambre sociale de la Cour de cassation a mis en conformité le droit français avec le droit européen en matière de congés payés. Elle consacre le principe selon lequel les salariés en arrêt maladie ou en accident, peu importe l'origine professionnelle ou non de celui-ci, continuent d'acquérir des congés payés pendant leur arrêt de travail. Elle lève par ailleurs la limite d'acquisition d'un an pour les salariés en arrêt à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (AT/MP).

Ainsi une provision pour risque de 163 k€ a été comptabilisée dans les comptes de l'Association pour les salariés ayant un contrat en cours dans l'association.

2.6.2. Rémunération des administrateurs

Les administrateurs agissent dans le cadre du bénévolat. A ce titre, ils ne touchent aucun émolument.

2.6.3. Ventilation de l'effectif salarié de l'association

L'échelle des salaires entre les différentes catégories salariales est de 1 à 5.

Effectif total au 31/12		
<i>Somme des salariés inscrits à l'effectif le 31 décembre (tout contrat / tout temps de travail)</i>		
	2022	2023
Cadres Hiérarchiques	80	86
Cadres Fonctionnels	151	164
Administratifs	82	84
Educatifs, Sociaux	279	305
Assistants Familiaux	68	64
Paramédicaux	28	26
Services Généraux	104	104
TOTAL	792	833
(hors stagiaires et apprentis)		
Stagiaires	14	22
Apprentis	24	24
TOTAL	830	879

2.6.4. Rémunération des dirigeants

En vertu de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif et à l'engagement associatif, le montant total des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles s'élève à 276 040 €.

2.6.5. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat, au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 49 200 €.